

Partenaires de l'UE

Ministère de la Santé
Ministère de l'Economie et des Finances
Coordination nationale de la Lutte contre maladie à virus Ebola
OMS, UNICEF, UNOPS, UNHAS/PAM, PNUD
Union Africaine
Médecins sans frontières, ALIMA, WAHA, Première urgence, Aide Médicale Internationale, Fédération Internationale de la Croix Rouge et du Croissant-Rouge, Fond Mondial
Danish Refugee Council, Plan International, Action contre la Faim (Espagne), Expertise France, Centre Européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC)
Prins Leopold Instituut voor Tropische Geneeskundes (BE), Institut de Recherche pour le Développement (FR), Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (FR)

Faits et chiffres

Intervention dès mars 2014.

Appui à la riposte Ebola:

- ~50 M € affectés.
- ~40 M € décaissés
- 5 instruments: ECHO, FED10, FED11, IcSP, Horizon 2020
- >20 partenaires financés
- 4 Centres Traitement Ebola
- 2 laboratoires mobiles
- 3 projets de recherche scientifique médicale
- Autres appuis:
- 25 M € d'appui budgétaire
- 60 M € pour renforcer le système national de santé



*Délégation de l'Union européenne en République de Guinée
Tél.: (+224) 622 35 20 71 - 631 40
48 70 71 - 664 35 20 70
delegation.guinee-conakry@eeas.europa.eu
Immeuble Le Golfe, Lanssboundji
BP:730 - Conakry
<http://eeas.europa.eu/delegations/guinea>
<https://www.facebook.com/DelegationOnDelUnionEuropeenneEnGuinee>

LUTTE CONTRE EBOLA**Appui à l'éradication durable d'Ebola en République de Guinée**

Une Guinée libre d'Ebola et résiliente aux épidémies.

Éradiquer définitivement l'épidémie, atténuer ses impacts socio-économiques, renforcer le système de santé et la résilience communautaire, développer des traitements efficaces.

**Le contexte, les enjeux**

Touchant pour la première fois l'Afrique de l'Ouest, l'épidémie de maladie à virus Ebola (MVE) est apparue d'abord en Guinée forestière en décembre 2013 avant de s'étendre en Guinée et en dehors. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a déclaré la fin de l'épidémie en Guinée le 29 décembre 2015. En deux ans, la Guinée a enregistré 3351 cas confirmés, dont 2083 décès. Même si les autorités guinéennes, avec l'appui massif des organisations internationales et le courage de la population guinéenne, sont venues à bout de la MVE, la vigilance doit être maintenue. Depuis la fin de l'épidémie une période de 90 jours dite de surveillance renforcée est en place. Inédite par son ampleur, sa durée et sa dispersion, l'épidémie a affaibli un système de santé publique guinéen déjà précaire. La MVE a fait des ravages sur le plan social et familial. La Guinée compte 6200 orphelins et nombre de familles monoparentales. L'épidémie a eu un impact néfaste sur la croissance économique, le déficit public, les investissements, les exportations et la production agricole. Il est essentiel d'atténuer les conséquences sociales de l'épidémie, de veiller à la relance des secteurs productifs et de l'économie. Le renforcement du système de santé publique (y compris les mécanismes de surveillance épidémiologique) et la préparation des institutions pour mieux affronter des épidémies de maladies infectieuses sont des nécessités. La recherche de traitements et vaccins efficaces est une priorité.

La réponse de l'Union européenne (UE)

Dès l'identification officielle de la maladie en Guinée en mars 2014, l'UE a été parmi les premiers acteurs à mobiliser des ressources considérables, avec notamment en Guinée :

- Le déploiement du premier laboratoire mobile (européen) en Guinée forestière (Guékédou)
- Le financement d'un nombre croissant de partenaires de la riposte médicale et paramédicale.

En Guinée, l'UE a mobilisé durant les deux années de l'épidémie des fonds en aide humanitaire d'urgence au profit d'une vingtaine de partenaires de mise en œuvre (ONG nationales et internationales, agences des Nations-Unies) mais aussi pour des actions structurelles de plus long-terme pour un montant total de 54 millions d'euros. Des capacités européennes directes humaines (épidémiologistes d'ECDC) et logistiques (2 laboratoires mobile européens dont un toujours en service pour des missions de veille) ont été déployées sur le terrain. Les appuis se sont concentrés sur:

- La prise en charge médicale, sociale et psychologique des malades et de leur famille;
- L'appui à la coordination de la riposte;
- La détection des cas en laboratoires mobiles européen et le suivi épidémiologique des contacts;
- La gestion des corps avec des enterrements dignes et sécurisés;
- La sensibilisation des populations à la maladie;
- La fourniture de moyens logistiques (co-financement des vols du PAM, acheminement de matériels par voie aérienne et maritime);
- L'amélioration de la résilience des populations dans les zones les plus touchées et l'atténuation des impacts négatifs sur les enfants et les familles à travers des activités de sensibilisation et mobilisation sociale, d'éducation, de cash transfer, d'eau-hygiène-assainissement;
- La recherche médicale (vaccins, traitements, dépistage) contre Ebola (cinq projets scientifiques européens d'environ 49M € dont trois ciblant la Guinée)

Par ailleurs, l'Union européenne a débloqué un appui budgétaire de 25M euro à l'Etat en 2015-2016 pour soutenir la relance post-Ebola et les efforts du Gouvernement pour garantir les fonctions vitales de l'Etat et la fourniture des services de base aux populations, notamment le relèvement du secteur de la santé post-Ebola. En outre l'UE prévoit d'engager 60M euros dans le renforcement du système de santé publique. Ceci inclut la mise en place d'un système d'alerte et d'intervention rapide en cas d'épidémie.